



Delas Jacques, Bordeaux, le 17 Novembre 1998

J.D. — Pour les membres de ma famille, mon prénom est Jean. Je ne m'attarderai pas sur cette histoire compliquée de prénom : toutes mes publications ont été signées Delas Jacques et l'INRA ne m'a connu que sous ce nom. Je suis né le 9 juin 1932, à Illats, en Gironde, de parents tous deux instituteurs laïques et de grands-parents ruraux : du côté de mon père, mes aïeux étaient charpentiers de village, de père en fils, dans le Bazadais. Du côté de ma mère, ils étaient charpentiers de navires ou bien tonneliers ; mon grand-père maternel, après avoir été tonnelier, est devenu, du fait de la disparition des petites tonnelleres après la guerre de 14-18, ouvrier dans une propriété viticole des Côtes de Bourg. Comme beaucoup de personnes de ma génération, je suis ainsi fils de fonctionnaires et petit-fils de ruraux.

Mes études secondaires se sont passées sans histoire au lycée Michel Montaigne à Bordeaux. Après le Bac, j'ai eu envie de "*retourner à la terre*" (vu mon âge, on ne me reprochera pas cette expression aux connotations un peu pétainistes) et j'ai décidé de préparer le concours d'entrée aux Écoles Nationales d'Agriculture. Je n'étais pas assez fort en math pour prétendre entrer à l'Agro (qui était à l'époque l'INA tout court) et j'ai intégré, en 1951, l'École de Maison Carrée, près d'Alger. L'Algérie formait encore, à cette époque, 3 départements français. Le goût de l'exotisme, le désir de sortir un peu de mon Bordelais natal m'avaient poussé à choisir cette école qui venait d'être rénovée. Pendant les trois années de ma scolarité, les guerres "*coloniales*" ont pris de l'ampleur (Indochine, Tunisie, puis Maroc). Comme beaucoup d'élèves métropolitains, je me doutais bien que l'Algérie suivrait la même voie un jour ou l'autre. Mais je ne pensais pas, en quittant l'Algérie en juin 1954, que l'évolution se ferait de façon aussi précipitée.

En troisième année, j'ai fait une spécialisation universitaire : j'ai suivi à la Faculté d'Alger des cours de licence et obtenu le certificat de botanique générale ; c'était le plus facile à mener de front avec les études agronomiques normales. Ma vocation de chercheur est née à cette époque, au contact quotidien des professeurs de l'école ou de l'université.

D.P. — **Qu'était-ce pour vous que la recherche ? Comment en aviez-vous entendu parler ? Quels attraits trouviez-vous à l'époque à cette activité ?**

J.D. — C'était se confronter à des problèmes à résoudre ! C'était tenter, dans un domaine inconnu de la biologie végétale, d'y faire progresser un petit peu la connaissance ! Quand je suis sorti de Maison Carrée, j'étais encore attiré par l'outre-mer et j'ai posé ma candidature à l'ORSTOM (Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer). J'ai été recruté après avoir subi des tests psychotechniques, mais les responsables de l'ORSTOM m'ont demandé de remplir mes obligations militaires avant de partir en formation en Côte d'Ivoire. Mon service militaire a commencé le 1er novembre 1954, jour du début de la guerre d'Algérie, et s'est prolongé pendant 30 mois, c'est-à-dire deux ans et demi. J'ai eu la chance (le seul de ma promotion à l'avoir eue !) de ne pas le faire en Algérie et de rester à Paris. Durant toute cette période, avec les progrès de la décolonisation, ma vocation outre-mer s'est effilochée et j'ai préféré renoncer à l'ORSTOM pour poser ma candidature à l'INRA que Jean Bustarret, alors inspecteur général, a bien voulu accepter.

C'est ainsi que je suis rentré, au début du mois de mai 1957, à la station centrale d'Agronomie de Versailles que dirigeait alors Pierre Boischoit. Le passage par cette station était obligatoire pour tous les jeunes chercheurs qui étaient recrutés dans cette spécialité comme attachés contractuels scientifiques (ACS). Avant de passer le concours d'assistant, ceux-ci étaient invités à compléter leur formation, notamment en acquérant tous les certificats d'une licence pour pouvoir, par la suite, envisager de faire un doctorat. Comme j'avais déjà passé, à Maison Carrée, le certificat de botanique générale, il m'en

restait deux autres à acquérir, si possible dans l'année parce que j'estimais que ce n'était quand même pas pour cela que j'étais entré à l'INRA : j'ai opté pour un certificat qui m'apparaissait facile, étant donnée ma formation, celui de génétique générale. Il était, en réalité, plus difficile que prévu, mais il m'a fait connaître des professeurs remarquables, tel Boris Ephrussi. L'enseignement de ce certificat ayant l'avantage de se terminer en mars, j'ai pu, la même année (1), préparer celui de chimie générale, qui était alors un morceau énorme et qui a été, par la suite, tronçonné en trois parties : chimie générale, chimie organique, chimie minérale. En raison de l'importance du programme à englober, je n'ai été reçu à ce certificat qu'à la session de septembre. Mais en ayant fini avec ma licence, j'ai pu me présenter dans la foulée, à la fin de l'année 1958, au concours d'assistant, concours auquel j'ai été reçu. Ce succès a entraîné mon départ pour Bordeaux au début de l'année 1959.

D.P. — Aviez-vous un sujet de recherches sur lequel vous aviez pu faire vos premières armes ?

J.D. — Non, j'avais été affecté au laboratoire de M. Serge Trocmé, maître de recherche et qui travaillait sur les oligo-éléments. Mais le but qu'on assignait à un laboratoire d'accueil était d'initier les jeunes aux méthodes et techniques simples qu'ils mettraient ultérieurement en œuvre, sans que celles-ci s'appliquent à un sujet de recherche bien délimité. J'ai participé à quelques travaux ayant donné lieu à une ou deux petites publications, avant mon concours d'assistant, mais j'étais quand même plus souvent à la Sorbonne qu'à Versailles à cette époque. Je n'avais pas encore de sujet de recherche vraiment personnel.

Les choses ont changé par la suite, l'INRA ayant décidé d'orienter plus précocement les jeunes chercheurs.

D.P. — Aviez-vous été marqué par Pierre Boisshot, même si vous n'aviez pas eu l'occasion de travailler avec lui ?

J.D. — Quand je l'ai connu, j'étais encore un jeune chercheur très intimidé. P. Boisshot était un homme de belle prestance, aux cheveux très blancs et dont les mains, atteintes d'une dermatose provoquée par je ne sais trop quel produit chimique, attiraient le regard de ses jeunes interlocuteurs. C'était un directeur central de l'ancien temps, préoccupé surtout pas des problèmes de personnel et de gestion. Pour le choix des sujets de recherche, il faisait confiance à ses directeurs de station de province ou à ses directeurs de recherches de Versailles. Il considérait que son rôle se bornait à recruter des gens et à les répartir l'un à Antibes, l'autre à Bordeaux, etc. ... Le département d'Agronomie était alors très implanté sur le territoire puisqu'il comptait plus de dix stations en province. Il s'est par la suite un peu contracté ce qui a été une bonne chose parce qu'il était alors vraiment trop dispersé. P. Boisshot décidait assez unilatéralement de la répartition des jeunes chercheurs. Il se chargeait des recrutements, s'en remettant au directeur sur place du choix des sujets de recherche les plus appropriés. De ce côté-là, il n'était pas du tout directif : il veillait seulement à ce qu'au cours des deux ou trois années passées à Versailles, les jeunes dont il était responsable complètent leurs connaissances et apportent la preuve de leurs qualités, notamment au moment du concours d'assistant. Après, il les envoyait là où il considérait qu'il y avait des besoins. C'était un homme dont j'appréciais beaucoup les qualités humaines et qui est mort peu de temps après son départ à la retraite. Évidemment, il ne correspondait pas au profil des chefs de départements ou des chefs de secteur actuels. Contemporain d'Albert Demolon, scientifique remarquable fondateur de l'école française de science du sol, P. Boisshot s'est plutôt consacré à l'administration de la recherche.

J'ai connu à Versailles trois personnes à qui je dois beaucoup :

- Serge Trocmé, mon patron de tous les jours, qui m'a appris ou réappris après trois ans d'armée comment pipeter, se servir d'une balance, et autres petits trucs qui s'oublient vite après une aussi longue interruption ; il m'a enseigné aussi la rigueur ou la nécessité de la bibliographie.

- Georges Barbier, directeur de recherches, un grand patron chaleureux connu dans le monde entier, notamment pour ses recherches sur la mobilité des ions phosphoriques dans le sol et l'utilisation du phosphore marqué. J'ai eu l'occasion de travailler un peu avec lui. Il était très célèbre pour ses distractions ; mes collègues de Versailles pourraient remplir tout un carnet d'anecdotes sur elles. A la dif-

férence de P. Boisshot qui avait peu de publications à son actif et ne prétendait nullement diriger la recherche, G. Barbier était vraiment un directeur de recherches reconnu et estimé.

- Jean Chaussidon : c'était un chercheur très brillant, de mon âge mais recruté un peu avant moi. Il est mort hélas prématurément, à la suite d'une complication consécutive à une tuberculose. Il incarnait "*la nouvelle agronomie*", très physique, très fondamentale, très "*science du sol*". Il portait un jugement incisif sur ses collègues, les plus jeunes en particulier. Je me rappelle qu'avant le concours d'assistants, me voyant inquiet du nombre de postes offerts et de candidats, il m'avait rassuré : "*Oh ne t'inquiète pas ! tu seras reçu, parce que tu es encore le moins con !*" Quand j'ai accepté d'aller à Bordeaux, il m'a demandé ce que j'allais bien pouvoir y faire ! Le seul endroit où, à son avis, on pouvait faire de la recherche était, en effet, la station de Versailles, qui avait atteint une masse critique suffisante et qui était proche tout à la fois de la Sorbonne et de l'université de Louvain où travaillaient ses maîtres J. J. Fripiat et Henri Laudeloup. Par la suite, j'ai toujours pu compter sur ses conseils critiques.

D.P. — Stéphane Hénin a-t-il été aussi un de vos maîtres à penser ?

J.D. — Je l'ai connu plus tardivement. Il m'arrivait, bien sûr, de le rencontrer à Versailles, dans les couloirs, quand j'allais discuter avec les autres ACS du prochain concours ou du niveau de la prime de recherche qui était alors en gestation, mais je n'avais pas affaire à lui à cette époque. S. Hénin était un peu plus jeune que P. Boisshot. Comme G. Barbier, c'était un scientifique de très haut niveau qui publiait beaucoup et qui avait des élèves. C'était en quelque sorte l'anti-Boisshot. Je ne dis pas que ces deux personnalités ne s'entendaient pas mais Stéphane Hénin dirigeait le laboratoire des sols créé par A. Demolon au sein de la station d'agronomie et avait une certaine indépendance. J'allais souvent discuter avec Georges Pédro, jeune chercheur, comme moi ancien de Maison Carrée, qui faisait une thèse sous la direction de S. Hénin ; il arrivait au "*patron*" de rentrer dans le laboratoire : comme il était d'un abord très froid et m'intimidait, j'étais enclin à chercher très vite la tangente et à m'éclipser. Je l'ai retrouvé quelques années plus tard, quand il est devenu chef du département d'Agronomie.

Ayant terminé ma licence, P. Boisshot m'a dit peu de temps avant le concours d'assistant : "*Maintenant il faut partir en province, je manque de troupes à Bordeaux*". Étant bordelais par mes origines, sa proposition m'intéressait évidemment. "*A Bordeaux*", m'a-t-il confié, "*il y a un jeune chercheur créatif et très entreprenant, Jacques Delmas. Je l'ai nommé à Bordeaux pour s'occuper d'un diverticule de la station d'arboriculture fruitière de Jacques Souty. Mais il a réclamé rapidement son indépendance et je la lui ai accordée*". A la tête d'une nouvelle station d'agronomie, J. Delmas, de quelques années mon aîné, ne disposait que de peu de personnel (trois ingénieurs, une secrétaire et quelques techniciens). Comme j'avais annoncé que je ne partirais de Versailles qu'une fois reçu au concours d'assistant, J. Delmas a été un des premiers à me féliciter de mon succès. Je suis arrivé à Bordeaux en février 1959.

D.P. — Comment s'est passé votre accueil dans votre nouvelle station ?

J.D. — J'étais très attendu, dans la mesure où j'étais le second scientifique à y être nommé. La station, installée dans des locaux neufs, démarrait à peine : il y avait trois jeunes ingénieurs, aujourd'hui à la retraite : Gédéon Theiller qui a longtemps dirigé le laboratoire d'analyses végétales de Bordeaux, André Dartigues muté par la suite à Angers et Jean-Charles Bats parti à Versailles. Mes sujets de recherche ont mûri progressivement et se sont cristallisés, après discussion avec J. Delmas et un de ses collègues de la station de viticulture, Max Rives. Dans l'immensité des sujets qu'il y avait à étudier pour une station nouvelle de l'ancien département d'agronomie (dont les missions étaient très vastes), j'avais l'embarras du choix. L'axe de recherche que j'ai choisi s'est développé de plus en plus, au fil des ans : il concernait la vigne et les problèmes de sa fertilisation en relation avec la qualité du raisin. J. Delmas, qui me laissait une très grande liberté, m'avait suggéré de travailler aussi sur la matière organique des sols.

Faut-il le déplorer ? Force est de reconnaître qu'à la fin de ma carrière, j'ai bénéficié d'une liberté moins grande que celle que j'ai connue à ses débuts. Je me souviens qu'il avait suffi que j'explique à J. Delmas que je souhaitais disposer d'un technicien pour qu'il réussisse l'année suivante à en obtenir un, puis un peu plus tard un second. Les problèmes d'argent n'étaient pas aussi pressants qu'aujourd'hui. Les crédits affluaient d'autant mieux que J. Delmas était bien vu à la fois de P. Boisshot et de

J. Bustarret. Je ne dis pas pour autant qu'il avait tout, sans justifications, mais les choses n'avaient rien à voir avec la pénurie des moyens actuelle où conserver un technicien est perçu parfois comme un privilège exorbitant !

A cette époque, mes sujets de recherche se sont précisés, des moyens de travail supplémentaires m'ont été accordés. J'ai été de ce fait très heureux, d'autant que la station a continué à s'agrandir. J. Delmas a réussi à y faire venir Christian Juste, que j'avais connu au lycée Michel Montaigne puis à Maison Carrée et qui s'est révélé un chercheur très brillant, parti à la retraite un an avant moi ; d'autres scientifiques et techniciens ont été recrutés. Les choses se sont d'autant mieux passées pour moi que J. Delmas a recruté, en 1960, une demi-secrétaire dont j'ai fait l'année suivante ma moitié. Nous nous sommes mariés en 1961, l'année où j'ai passé avec succès le concours de chargé de recherches. Il n'y a pas grand chose à dire sur les histoires heureuses !

Une partie de mon activité était consacrée à un travail que m'avait demandé G. Barbier dont j'avais fait la connaissance à Versailles. Ce travail n'entraînait pas vraiment dans la thématique de la station, mais celle-ci a mis à ma disposition tous les moyens dont j'avais besoin. Il s'agissait d'étudier l'exportation par les végétaux du strontium et du césium, effluents potentiels des centrales nucléaires. Je passais une partie de mon temps à travailler pour G. Barbier qui venait une fois ou deux par an discuter des résultats que j'avais obtenus en ce domaine. A cette occasion, je le recevais chez moi et, comme nous partagions la même passion pour la musique classique, il m'offrait des disques. J'ai toujours gardé de très bons rapports avec lui.

D.P. — Votre thématique de recherche, très large au début de votre carrière, est-elle allée, sans cesse, en se resserrant ?

J.D. — L'évolution serait peut-être un peu longue à expliquer, mais ma thématique s'est progressivement centrée sur l'étude de l'influence des techniques culturales de la vigne sur la qualité du raisin. La première technique culturale que j'ai prise en compte a été la fertilisation qui correspondait aux missions du département d'agronomie de l'époque. L'étude s'est élargie par la suite à d'autres techniques, comme l'enherbement, le désherbage, le choix du porte-greffe. C'est ainsi que je suis devenu à la longue un des spécialistes de la phytotechnie de la vigne à l'INRA.

D.P. — Est-ce que vous pourriez parler un peu plus longuement des conditions dans lesquelles se déroulait votre travail. Aviez-vous recours à des parcelles expérimentales ? Ou se trouvaient-elles ? dans des domaines de l'INRA ou chez des particuliers ? Passiez-vous beaucoup de temps au laboratoire ? Si oui, en quoi consistait alors votre travail de paillasse ?

J.D. — A la suite des discussions que j'ai eues avec J. Delmas et M. Rives, qui était un passionné de calculs statistiques, j'ai souhaité appuyer mes recherches sur des essais de longue durée en plein champ. Pourquoi ? Parce que dans le cas de la vigne, qui est une plante pérenne, la composante temps est un facteur essentiel. Pour apprécier, par ailleurs, la qualité qui est toujours quelque chose de complexe dans le cas du vin, il faut pouvoir procéder à des micro-vinifications de la récolte de plantes adultes cultivées en vraie grandeur dans les conditions de la pratique agricole. C'est la raison pour laquelle j'ai bâti un réseau d'essais de longue durée en plein champ, dont certains subsistent encore. Ces essais étaient implantés dans les domaines expérimentaux de l'INRA du Grand Parc (où a été installé le premier) et de Couhins, dont tous les agents de l'INRA peuvent apprécier la production ; un autre était implanté sur le domaine de la Grande-Ferrade (il a été arrêté après mon départ à la retraite). Nous avons également mis en place des essais de longue durée chez des agriculteurs avec lesquels nous passions des accords à l'amiable (ce n'était pas vraiment des conventions comme celles qui sont signées de nos jours). Les agriculteurs s'engageaient, en effet, verbalement à faire les opérations culturales qui leur étaient indiquées ; il y avait bien évidemment du déchet, et il fallait parfois abandonner au bout de 3 ou 4 ans un essai qui ne pouvait plus donner lieu à des observations pertinentes. Les essais de longue durée n'étaient pas la seule approche à laquelle j'avais recours. J'ai mis en œuvre des approches à d'autres échelles en effectuant des études en conditions contrôlées sous serre (celles concernant, par exemple, les relations existant entre porte-greffe et cépage, conduites en collaboration avec Roger Pouget de la station de viticulture) ou des travaux de laboratoire.

Le travail au laboratoire était important et portait sur des sujets variés : par exemple, étude de la mobilité du cuivre accumulé jusqu'à un niveau toxique dans les sols viticoles par incorporation de cuivre radioactif à des échantillons de sols ou d'argile ; ou bien, appréciation de la disponibilité du potassium par analyse de feuilles de vigne ou de baies de raisin.

J'ai ainsi travaillé aux trois niveaux (champ, serre, laboratoire), mais j'ai eu parfois du mal à faire comprendre ma démarche privilégiant les essais de longue durée à mes responsables scientifiques ou aux membres des jurys de concours. Même un membre de la Cour des Comptes en visite au Centre de Recherches de Bordeaux s'est étonné de cette approche : *"Avez-vous vraiment besoin de domaines expérimentaux à l'INRA ? Les essais de longue durée sont-ils de la recherche ?"* Il m'a fallu lui expliquer qu'une parcelle expérimentale était aussi indispensable à la recherche agronomique qu'une paillasse de laboratoire et que nous avions besoin d'approches globales comme d'approches au niveau moléculaire ; je ne sais pas si je l'ai vraiment convaincu ...

Si j'ai longtemps été considéré comme un homme consacrant trop de temps aux essais de longue durée en plein champ et se livrant par là même à un travail insuffisamment scientifique, je crois qu'il y a eu heureusement un retour de bâton et que l'intérêt d'une agronomie globale est mieux compris de nos jours.

Le travail de recherche s'effectuait, à l'époque de J. Bustarret, dans une relative quiétude. Les choses ont commencé à se gêner après 1973, du fait des crises pétrolières mais aussi du fait que la recherche a perdu, à peu près à la même époque, de sa primauté dans l'esprit des décideurs. Les questions d'argent sont alors progressivement devenues la préoccupation majeure des directeurs de laboratoire. Les difficultés financières se sont doublées, par ailleurs, dans notre département de recherches, d'une interrogation sur ses finalités. Jacques Poly, arrivant aux affaires, a trouvé, en effet, que le département d'agronomie était un peu un département fourre-tout, impalpable, insaisissable. Personne ne savait plus bien comment définir et délimiter le champ de l'agronomie qui constituait pourtant la raison d'être de notre Institut ! C'est l'époque où l'on a commencé à parler de scission entre la science du sol et l'agronomie. Certains chercheurs de la génération qui précédait la mienne faisaient valoir la nécessité d'étudier davantage les relations sol - plante et le fonctionnement de la plante entière, et réclamaient leur séparation d'avec la science du sol ; certains proposaient même de remplacer le mot agronomie par écophysologie. La scission ne s'est pas faite en un jour : on a laissé aux stations la possibilité de choisir en les incitant fortement à se rattacher à l'un ou à l'autre des deux nouveaux départements, afin d'éviter les difficultés ultérieures.

D.P. — Quels étaient les chefs de file qui s'affrontaient dans cette redéfinition des compétences et des moyens ?

J.D. — Les choses se sont passées sans affrontement véritable, quelques années après le départ à la retraite de P. Boisshot. S. Hénin qui l'avait remplacé à la tête du département d'agronomie s'efforçait d'introduire plus de scientificité dans les débats (2), mais il s'entendait mal avec J. Poly (3) qui lui avait fait savoir que son département était trop grand et devrait être coupé en deux. S. Hénin a soumis cette question à ses meilleurs lieutenants, parmi lesquels se trouvaient Jean Chaussidon et Gérard Monnier pour la science du sol, Louis Gachon, Marcel Robelin, Robert Blanchet pour l'agronomie. La réflexion des uns et des autres a abouti finalement à la création de deux départements.

D.P. — Comment la station de Bordeaux s'est-elle déterminée ?

J.D. — Elle a choisi majoritairement son rattachement au département d'agronomie pour poursuivre et développer ses investigations sur les relations sol-plante. Nous nous sommes retrouvés du même coup sous la tutelle de L. Gachon. Après P. Boisshot, le bon père de famille, S. Hénin le scientifique de haut vol, titillant là où il fallait titiller, nous avons eu L. Gachon, agronome généraliste ayant fait toute sa carrière dans une station de province (Clermont-Ferrand) et qui a été un très bon chef de département avec lequel je me suis toujours bien entendu. La scission du département, la définition de ses nouvelles missions ont contribué toutefois à altérer le climat de recherche serein que j'avais connu pendant des années.

D.P. — La scission a-t-elle été vécue de façon traumatisante ?

J.D. — Je n'emploierai pas cette expression, mais il nous a fallu réfléchir aux nouvelles tâches, déterminer comment il convenait d'infléchir les activités en fonction des nouvelles missions, donner notre avis sur le nouvel organigramme. Le travail de réflexion qui a eu lieu à cette époque nous a éloignés un petit peu du terrain ou de la paillasse et ébranlés dans nos certitudes précédentes.

D.P. — Y a-t-il eu dans certains Centres un laboratoire d'agronomie et un laboratoire de science du sol qui ont été créés ?

J.D. — Oui. A Versailles, Antibes, Avignon ont coexisté pendant un temps un labo de science du sol et un d'agronomie. Mais à la longue, cette mixité s'est révélée non viable et l'on est revenu à des stations monodisciplinaires.

Sont arrivés, par la suite, divers événements : J. Delmas, dont j'étais l'adjoint, m'a demandé, en 1972, de le remplacer. Je suis resté à la tête de la station d'agronomie dix ans, jusqu'en 1981. Avec le recul, je dirais que j'ai assumé cette responsabilité trop tôt (quoique je ne regrette rien), n'ayant pas à l'époque formé une équipe vigne suffisamment solide autour de moi. Il a fallu que je continue à m'occuper de mon sujet de recherche, tout en assurant la direction d'une station relativement importante (plus de 20 personnes dont une dizaine de scientifiques et ingénieurs). J'ai été confronté, pendant dix ans, aux affres d'un directeur de station pour trouver de l'argent : je suis passé de petits contrats à de gros contrats, avec les difficultés inhérentes qui rendent, à mon avis, la vie des chercheurs beaucoup moins agréable qu'elle n'était avant 1973.

D.P. — Votre équipe s'était-elle entre-temps renforcée ?

J.D. — Elle n'a jamais beaucoup grossi : un ingénieur très efficace, Christian Molot, travaillait depuis longtemps avec moi quand j'ai reçu le renfort d'un scientifique, Jean-Pierre Soyer, en 1980. Jusqu'à ma retraite, cette équipe n'a pas beaucoup évolué. Alors pourquoi ? L. Gachon, quand je me plaignais d'être un peu seul, me répondait : "*Je le sais, mais tu occupes bien le terrain !*" J. Poly, à qui j'en avais parlé, estimait que la recherche sur les vins fins relevait davantage de l'art que de la science ! Pour lui, il fallait faire porter les efforts de l'INRA sur les vins à problèmes, c'est-à-dire sur les vins du midi méditerranéen. C'est la raison pour laquelle il a créé et renforcé le pôle vin de Montpellier ; l'effort entrepris a été couronné de succès puisque la qualité de ces vins s'est considérablement accrue, certains d'entre eux constituant aujourd'hui des concurrents sérieux des vins d'appellations plus prestigieuses. J. Poly semble toutefois avoir sous-estimé gravement l'importance économique des vins fins (Bordeaux, Bourgogne, Champagne ...) et leur besoin de recherches spécifiques.

C'est ainsi que je me suis toujours retrouvé isolé et un peu livré à moi-même ; selon mon humeur du moment, j'étais enclin à considérer cette situation tantôt comme un compliment, tantôt comme un désaveu. Mais je n'avais guère le temps d'avoir d'états d'âme prolongés car le travail ne manquait pas. Si mon laboratoire se trouvait dans la région bordelaise, je voulais que mes résultats concernent l'ensemble des vignobles de qualité français ; cela m'a conduit à nouer des relations avec différents acteurs de la filière viti-vinicole. Localement, je me débrouillais en ayant recours à des thésards et à des stagiaires de longue durée ; la difficulté de trouver des débouchés pour les thésards français m'a conduit à privilégier les étrangers.

Si j'évoque le déroulement de ma carrière, je suis passé rapidement assistant, puis chargé de recherches. J'ai accédé au grade de maître de recherches en 1968 et peu après à celui de directeur adjoint de recherches. J'ai eu plus de mal à devenir directeur de recherche de première classe et n'ai eu droit à cette promotion que quelques années avant ma retraite : on me reprochait, entre autres, d'avoir une équipe trop faible, comme si c'était ma faute si personne n'avait été recruté pour venir m'épauler ... Vous n'ignorez pas, je pense, les difficultés actuelles de réussite au concours de DR1. Ayant eu la chance de passer dans une situation de blocage prononcé, j'estime avoir été un chercheur comblé.

Après 10 ans de direction de station, c'est-à-dire à la fin de deux mandats de 5 ans, j'ai estimé que cela suffisait car je n'étais pas rentré à l'INRA pour faire de la gestion, diriger du personnel, éviter des

conflits, à une époque où les avancements devenaient difficiles ; les agents, même les plus méritants, ne progressaient guère dans leur carrière, voire pas du tout, et l'atmosphère s'en ressentait dans les laboratoires. C'était vrai aussi bien pour les administratifs que pour les techniciens. J'ai demandé à être remplacé, ce qui a été fait en 1982, un collègue et alter ego ayant accepté cette charge.

D.P. — De qui s'agissait-il ?

J.D. — De Christian Juste, qui est entré à l'INRA deux ans après moi, et que je connaissais depuis toujours. Il a œuvré dans la continuité de J. Delmas et de moi-même, en essayant de donner un caractère plus fondamental aux travaux poursuivis.

Mais dans les derniers mois de mon mandat de directeur, j'ai eu la faiblesse de me laisser convaincre par mes collègues chefs de service du Centre de Bordeaux de briguer le poste d'Administrateur. Cette responsabilité s'est révélée sans intérêt. Autant les Présidents de Centre actuels exercent des pouvoirs importants (représentation de l'INRA auprès des pouvoirs régionaux, gestion du personnel ...), autant les administrateurs n'en avaient guère, se bornant à jouer le rôle de courroie de transmission entre Paris et la province. Je n'avais aucune autorité, ce dont je me passais fort bien, mais m'épuisais à régler les problèmes de personnes, à présider d'interminables commissions paritaires, à éviter les conflits avec le tout puissant secrétaire général ! Au bout de trois ans d'une charge où j'avais l'impression de perdre mon temps et prenant prétexte de l'échec de quelqu'un que j'avais incité à se présenter au concours de chargé de recherches, j'ai choisi entre mon travail d'administrateur et celui de chercheur et donné ma démission. Je crois que j'ai été un des rares chercheurs de l'INRA à oser ce geste. Jean Marrou, qui était à l'époque chef du secteur des productions végétales, m'en a voulu, déclarant qu'un chercheur ne devait jamais reculer ! Je n'étais quand même pas devenu un mutin de la Mer Noire ! J'ai pu revenir à la paillasse et reprendre mon travail de recherche.

J'ai même pris d'autres responsabilités en cherchant à faire progresser des idées qui m'étaient chères sur la nécessité d'approches pluridisciplinaires dans le domaine de la recherche viti-vinicole. Ainsi, même si je n'étais plus directeur de station ni administrateur, j'ai continué à œuvrer pour la collectivité.

A l'initiative de quelques chercheurs du Centre, nous avons créé, en 1990, l'Institut de la Vigne de Bordeaux. Cette structure, qui existe toujours, n'a aucune réalité juridique. Elle n'est pas seule dans ce cas, comme le montrerait, d'après la presse, l'exemple des URSSAF (4).

D.P. — Quelles finalités avaient été assignées à cette structure ?

J.D. — Nous avons pris conscience que plusieurs stations du Centre (génétique, zoologie, pathologie végétale, physiologie, agronomie, bioclimatologie) comportaient de nombreux chercheurs abordant chacun un des aspects de la phytotechnie de la vigne. L'Institut de la Vigne a été créé pour mieux valoriser ce potentiel scientifique en favorisant la réflexion collective, en développant les outils de travail en commun, en obtenant des moyens supplémentaires, en confortant les recherches en cours et surtout en mettant en route de nouveaux programmes pluridisciplinaires. Alain Carbonneau, actuellement professeur de viticulture à l'ENSAM de Montpellier, a accepté d'en prendre la direction pendant deux ans. Quand il est parti, je l'ai remplacé à ce poste. Cette fonction m'a vivement intéressé. Mon passage a été marqué par une volonté de développer les liaisons avec les chercheurs de Bordeaux travaillant sur le vin (ils n'appartiennent pas à l'INRA mais à l'Université). Nous avons créé ce qui a été appelé un temps le pôle de recherche scientifique sur la Vigne et le Vin de Bordeaux et qui est devenu, en 1996, l'Institut Fédératif de Recherche (IFR) Vigne et Vin. J'ai, peu de temps avant mon départ à la retraite, rédigé les statuts de cet organisme à la demande du Ministère de la Recherche. J'ignore ce que deviendra cet IFR qui est un peu mon œuvre. C'est désormais aux chercheurs bordelais de le faire vivre, mais j'espère les avoir convaincus de la nécessité d'afficher à Bordeaux l'existence d'une structure de recherche travaillant à la fois sur la vigne et le vin.

D.P. — En quelle année êtes-vous parti à la retraite ?

J.D. — En octobre 1995 ; je n'avais pas encore 65 ans, mais j'avais acquis quarante années de services civils (INRA) et militaires. Ce fut une décision mûrement réfléchie, annoncée un an à l'avance. Je me plaisais toujours autant à l'INRA, mais il est clair qu'on n'y travaillait plus comme j'avais pu le faire ! Les problèmes d'argent, de contrats occupaient trop du temps des chercheurs. Ils ne parlaient plus que de cela ! Je ne pouvais plus le supporter. En outre, mon départ à la retraite devait permettre de recruter un jeune, ce qui m'apparaissait important. En fait, on a recruté deux scientifiques, actuellement en cours de formation (il fallait au moins cela pour me remplacer !) ; j'aurais aimé les marquer de mon empreinte, mais c'est arrivé trop tard !

Peu de temps avant mon départ à la retraite, l'INRA m'a demandé d'assurer la présidence d'une commission du Ministère de l'Agriculture, la Commission des Matières Fertilisantes et des Supports de Culture, confiée traditionnellement à un directeur de recherches INRA en activité. Cette commission est chargée de conseiller le Ministère dans le domaine des engrais et des amendements, soit en répondant à ses questions soit en se saisissant elle-même de sujets importants. Il faut, pour assurer cette présidence, avoir des connaissances très globales sur les engrais, les amendements, les conditions de leur utilisation, c'est-à-dire être un agronome généraliste. Cette espèce étant rare parmi les chercheurs en activité, l'INRA m'a nommé, à ma retraite, chargé de mission afin que je continue à exercer ce rôle. Concrètement, cela se traduit par des voyages à Paris pour présider les réunions de la Commission ou participer à des groupes de travail, et par des contacts réguliers avec le secrétariat de la Commission. Je ne sais pas pendant combien de temps encore, je continuerai à effectuer ce travail. J'en suis à la troisième année ! L'INRA semble satisfait de ce système - qui ne lui coûte que quelques frais de déplacements. J'espère qu'il prendra conscience de la nécessité d'avoir aussi des généralistes en activité car il ne pourra pas toujours compter sur des retraités.

D.P. — **Vous avez travaillé dans un domaine de recherche (la viticulture) dont les enjeux économiques étaient considérables. Avez-vous dû tenir compte dans votre travail de certaines pressions, de certains intérêts ?**

J.D. — Je ne vais pas répondre tout de suite à cette question. Quelquefois mes enfants me questionnent sur ma vie à l'INRA. Je leur dis que j'ai le sentiment d'avoir fait un des derniers métiers d'homme libre. Libre ne veut pas dire que je faisais ce que je voulais, mais que j'avais une grande liberté de choix et de pensée, dans un contexte où les liens avec la hiérarchie, avec les collègues, avec la demande sociale, étaient d'une qualité extraordinaire ; il en était de même des rapports entre toutes les catégories de personnel de la station. Or je crois que cette qualité s'est perdue au fil des années ou est en voie de perte. Je ne pense pas que ce soit seulement l'âge qui me fasse parler ainsi. Je suis heureux d'avoir fait ce que j'ai fait et je crois qu'aucun autre métier, sauf peut-être celui d'enseignant dans le supérieur, ne m'aurait donné de telles satisfactions ! Est-ce l'orgueil qui me fait dire cela ? Le sentiment de bonheur que j'ai connu vient aussi du fait - et c'est là où je vais répondre peut-être à votre question - d'avoir fait œuvre utile. Je conserve précieusement dans mes papiers ma carte d'alimentation de 1947 : 4 ans avant que je n'intègre Maison Carrée, la France mal remise de la guerre restait encore fort mal nourrie. J'ai la fierté d'avoir participé à l'effort formidable de l'INRA qui a contribué à accroître fortement la production, faisant en quelques années de la France, qui avait besoin d'avoir recours à des denrées américaines pour satisfaire les besoins alimentaires de sa population, une puissance agricole largement exportatrice.

Cette évolution aurait peut-être eu lieu même s'il n'y avait pas eu l'INRA, peuvent insinuer de méchantes langues, mais ceux qui y ont travaillé ont la certitude du contraire. A mes débuts, par exemple, j'ai assisté à la révolution du maïs hybride ! Les choses ont été d'une autre nature dans le domaine de la viticulture ; mais en travaillant à l'amélioration des techniques et de la qualité, j'ai l'impression d'avoir aussi été utile. Le poste "*vins et spiritueux*" occupe de nos jours la première place dans l'excédent de la balance commerciale agro-alimentaire française, avant les céréales et les produits laitiers ; de la production au négoce, la filière vigne-vin représente un nombre d'emplois stables considérables. Combien de fois n'ai-je été conduit à reproduire ces données dans mes dossiers ou à l'intention de ma hiérarchie ! J'ai eu du mal à faire comprendre à J. Poly, en particulier, que pour se maintenir sur les sommets, la viticulture française avait des besoins de recherche spécifiques, dans un contexte de vive concurrence mondiale. Il importe de comprendre, en effet, les facteurs qui inter-

viennent dans la qualité et la typicité des vins français, savoir comment les maintenir, alors que les autres pays font des efforts considérables pour les accroître.

Le département d'agronomie a considéré que l'équipe que je dirigeais à Bordeaux, aussi squelettique fut-elle, suffisait à étudier la phytotechnie de la vigne. Il a créé, par ailleurs, une petite équipe, à Angers, sur les terroirs. Par rapport à d'autres programmes, les recherches sur la vigne me semblent avoir toujours été traitées en parent pauvre à l'INRA. J'estime que la position prééminente de la viticulture française dans l'économie nationale, son rôle dans le maintien des gens à la terre (5), la formation des paysages (6) auraient dû lui valoir un meilleur traitement. La viticulture a une importance économique considérable qui, en termes de recherche, ne doit pas être négligée. Les chercheurs en œnologie eux-mêmes soulignent aujourd'hui la prééminence de la viticulture dans l'élaboration de la qualité : dans la mesure où le viticulteur est capable d'amener à maturité une matière première qui ait les caractéristiques du terroir, du climat et du cépage, les progrès de l'œnologie permettent d'exprimer ces potentialités dans le vin.

Mais pour parvenir à ce résultat, il y a des efforts de recherche considérables à faire : comprendre comment les évolutions techniques peuvent modifier en bien ou en mal la qualité, les adapter aux différents terroirs et conditions de production, en sachant qu'un temps considérable peut s'écouler entre le moment où une technique nouvelle est adoptée et celui où l'on en perçoit toutes les conséquences. C'est ainsi que j'ai assisté à la généralisation de la machine à vendanger dans la région bordelaise, alors que les effets à long terme de son utilisation n'avaient fait l'objet d'aucune recherche préalable.

D.P. — De quand date l'arrivée de ce progrès technique dans le vignoble bordelais ?

J.D. — Il est arrivé dans les années 75 et c'est la Gironde, le département viticole le plus riche et où la mécanisation intégrale semblait la moins urgente, qui s'est le plus équipé en machines à vendanger, tout simplement parce que beaucoup de propriétaires avaient de plus en plus de difficultés à trouver, nourrir et loger des vendangeurs, au demeurant de moins en moins dociles ! Il a fallu, par la suite, étudier les effets de la machine à vendanger sur la qualité et modifier en conséquence les modes de conduite de la vigne.

D.P. — Cette évolution a-t-elle été rapide ?

J.D. — Oui, très rapide. Maintenant il y a un léger retour en arrière parce qu'on se rend compte que la machine à vendanger ne donne pas toujours un résultat satisfaisant quand il s'agit de produire des vins fins. Il y a un besoin spécifique de recherche pour les produits de très haute qualité venant de terroirs réputés et qui ne doit pas être limité à la viticulture : les fruits, les légumes, les fromages, sont concernés. La notion de terroir, venue de la viticulture, est une notion empirique très française qui est à conforter scientifiquement, dans un contexte de concurrence mondiale effrénée. Ayant contribué, pour ma part, à l'étude de certaines relations entre les techniques culturales et la qualité, j'ai le sentiment d'avoir été utile en ce domaine.

D.P. — Avez-vous eu l'occasion de travailler avec Jean Salette qui s'est aussi beaucoup intéressé, à Angers, à la notion de terroir ?

J.D. — J. Salette est un peu plus jeune que moi et je le connais très bien. Il a créé à Angers une petite équipe "terroir" animée par René Morlat et nous avions à Bordeaux une petite équipe "phytotechnie" de la vigne. Nous ne souhaitions pas faire de terroir et lui n'avait aucune envie de s'occuper de phytotechnie. Les cinq ou six chercheurs qui travaillaient dans les deux implantations ne risquaient pas, de ce fait, de se marcher sur les pieds. Il faut rappeler que les premières études sur les relations entre terroirs et qualité du vin ont été conduites à l'Université de Bordeaux par G. Séguin.

D.P. — Pourriez-vous parler un peu plus du laboratoire d'agronomie dont vous avez été le directeur. Sa gestion s'est-elle inscrite dans la continuité de ce qu'avait fait votre prédécesseur ou a-t-elle comporté

des nouveautés ? Comment se passait le recrutement des thésards dans votre laboratoire ? Étiez-vous seul à décider de leur recrutement ou en discutiez-vous avec les autres membres du labo ? Comment se prenaient les décisions portant sur l'acquisition de nouveaux matériels, les changements ou les infléchissements de thématiques ?

J.D. — Quand je suis arrivé, à Bordeaux, je l'ai dit, j'étais le premier scientifique qu'avait recruté J. Delmas, le premier directeur de la station d'agronomie. Très vite, celui-ci m'a demandé de le seconder dans certaines tâches et m'a formé au futur métier de directeur de station, même si je ne pensais pas l'exercer aussi rapidement. Quand J. Delmas a demandé à la Direction générale de l'INRA que je lui succède comme directeur de la station d'agronomie, ce n'était absolument pas une révolution ! J. Delmas voulait créer un autre laboratoire, le laboratoire de recherche sur les champignons qui existe toujours aujourd'hui. Il en a été de même de mon remplacement par Christian Juste. Ce sont des changements qui sont venus de la base. C'est J. Delmas qui a proposé que je le remplace et c'est moi qui ai suggéré que ce soit C. Juste qui prenne ma succession. Cela n'est pas le cas général à l'INRA où le choix d'un directeur de station est plutôt du domaine de la Direction Générale. Dans la station que j'ai dirigée pendant dix ans, il existait un certain nombre d'unités thématiques de travail, une que je dirigeais, une autre animée par C. Juste, une dernière par Jean-Gérard Huguet qui est parti plus tard en Avignon. Je me suis appuyé sur les personnes qui étaient à la tête de ces unités et dont les compétences étaient reconnues par la hiérarchie. Même si, dans les discussions, je pouvais donner mon avis sur les orientations envisageables, il m'a semblé que mon rôle était surtout de procurer aux unités faisant partie de ma station le maximum de moyens pour faire aboutir leurs travaux de recherche ; le recrutement des thésards était de la compétence des responsables d'unités.

D.P. — **Comment se répartissait le budget de votre laboratoire. Existait-il des parts séparées pour les chercheurs qui y travaillaient ? Avait-il été institué, au contraire, un pot commun entre eux ?**

J.D. — Notre façon de procéder était à la fois simple et commode. Nous avons mis en place un pot commun et nous organisions de fréquentes réunions. La plus courte d'entre elles avait lieu tous les vendredis, à 11 h 30. Tout le personnel y était invité. On y discutait en particulier des tâches collectives concernant les essais en serre ou au champ : *"J'ai besoin de trois personnes pour aller tailler la vigne"*, déclarait l'un, *"il me faut un technicien pour m'aider à effectuer un travail en serre"* faisait savoir un autre. Lors de cette réunion, on réglait dans la transparence les affaires courantes et l'on discutait des dépenses ordinaires. Les achats de gros matériel faisaient l'objet de réunions plus restreintes où l'on essayait de déterminer des priorités. Comme les thématiques et les méthodologies des membres de la station étaient assez proches les unes des autres, les appareils acquis servaient indifféremment à tous. Les problèmes financiers qui se sont manifestés chaque année avec plus d'acuité sont venus compliquer la gestion. Il a fallu recourir de plus en plus, en effet, aux aides des Conseils Généraux et des Conseils Régionaux, se mettre à l'affût de contrats divers avec la CEE ou avec des firmes d'engrais. Nous nous sommes toujours efforcés de conclure des contrats ne nécessitant pas l'achat de matériel trop spécifique et permettant d'alimenter le pot commun en crédits de fonctionnement. Ce système n'a ainsi jamais suscité beaucoup de récriminations !

D.P. — **Dans la station d'agronomie de Bordeaux y avait-il des "laboratoires riches" et d'autres "pauvres" ?**

J.D. — Non, pas dans la station d'agronomie ! Je sais que dans d'autres stations du Centre, il y avait des problèmes qui venaient de traitements financiers inégaux entre les divers labos. Les bons rapports qui régnaient dans la station d'agronomie tenaient à son histoire récente, à la personnalité des agents, à l'ambiance que J. Delmas (et ses successeurs) s'efforçaient de faire régner, à la même conception de notre mission d'agronomes.

Un autre élément est venu limiter les effets de la réduction des crédits spécifiquement INRA et les querelles que cela risquait d'entraîner : la station d'agronomie de Bordeaux ayant été une des premières à s'occuper des relations entre plantes et métaux, elle a pu répondre facilement aux appels d'offre

concernant les problèmes de métaux lourds émanant de diverses institutions. Mais les choses sont devenues progressivement plus difficiles quand de nombreux laboratoires ont prétendu “faire” du cadmium, du mercure ou du nickel. Durant les premières années de disette (cela a continué sous le règne de C. Juste), la recherche de contrats extérieurs, avec toute la paperasserie afférente, même si elle prenait du temps, ne nuisait pas à la bonne marche de la station. Mais cette quête est devenue de plus en plus difficile à mesure que décroissait la part de l'INRA dans les budgets des unités de recherches.

D.P. — Avez-vous été sollicité par les propriétaires de grands châteaux bordelais pour étudier certains problèmes d'agronomie qui se posaient dans leurs domaines viticoles ?

J.D. — Dans ma spécialité, centrée sur la fertilisation et les techniques culturales de la vigne, il m'arrivait assez souvent de recevoir des demandes de visite de la part de grands ou de petits châteaux. Mais j'ai toujours gardé la liberté d'accepter ou de refuser et n'ai jamais demandé une quelconque contrepartie financière, ni pour moi, ni pour l'INRA. Il me paraissait indispensable qu'un agronome généraliste ne perde pas le contact avec les problèmes concrets qui se posent sur le terrain, en dehors des domaines de l'INRA qui sont des milieux très protégés. Le seul contrat avec incidence financière, qui ait été signé, l'a été avec la société Rémy Martin, à Cognac, et concernait les possibilités d'utilisation des vinasses de distillerie.

Mes collègues spécialistes du maïs étaient également invités à se rendre dans des propriétés privées, pour donner des avis ou formuler un diagnostic.

Le risque, dans ce domaine, est d'accepter d'être trop sollicité et de devenir un consultant non rémunéré, faisant concurrence à des professionnels.

D.P. — L'INRA a tendance à privilégier de plus en plus un travail de laboratoire sur des sujets toujours plus pointus. Évoquant le département d'agronomie, vous vous êtes réclamé d'une tradition généraliste et avez mis en avant les vertus de la pluridisciplinarité. Avez-vous l'impression que ce sont des voies dont on se détourne aujourd'hui ?

J.D. — Je suis aujourd'hui à la retraite et ma vision des choses est peut-être déformée. Je pense qu'il était normal et nécessaire que l'INRA fasse le virage de la biologie moléculaire et de la génétique nouvelle. Loin de refuser des progrès possibles, la science se doit de les saisir, toutes les fois qu'ils se présentent. Mais je crois qu'il ne faut pas confondre les outils avec la fin pour laquelle ils ont été créés. J'ai un peu peur que l'engouement actuel pour la biologie moléculaire, le fondamentalisme, ne soit un peu une mode que rien ne justifierait au plan de la demande sociale et des besoins scientifiques. C'est peut-être méchant ce que je dis, mais je suis un peu effaré de voir que, dès le premier jour, les jeunes chercheurs recrutés se voient confier un sujet de thèse très étroit et soient invités à y travailler sans délais s'ils veulent avoir une chance d'être reçus à leur concours de chargé de recherches (encore faut-il que les extraits les plus pointus de cette thèse soient publiés dans des revues très spécialisées). Je crains que les responsables de l'INRA aient le plus grand mal à les faire revenir plus tard à la réalité agronomique. Devenus les spécialistes de je ne sais quel virus, les chercheurs risquent de bien se moquer des nouvelles maladies qui pourraient apparaître sur la vigne ! Je crains un peu que les chercheurs, spécialisés trop tôt, ne fassent finalement toujours le même type de recherches, oubliant la finalité première de l'INRA. J'ai peur qu'en continuant sur cette voie du fondamentalisme à tout crin, en perdant de vue sa finalité, qui n'est pas uniquement agricole mais aussi environnementale au sens large (sans oublier le problème de la faim dans le monde), l'INRA ne se retrouve un jour fondu dans un ensemble nouveau, avec le CNRS et les Universités. L'INRA ayant ruiné son image de marque en dépit des efforts effectués pour l'améliorer dans l'opinion publique et les journaux (7) (que j'ai maintenant le loisir de lire en entier).

Je constate toutefois que la presse se penche moins sur les sujets hautement scientifiques de ces chercheurs si spécialisés que sur des considérations d'intérêt plus global. J'ai été choqué notamment d'apprendre que, quand le Ministère de l'Agriculture a voulu, il y a 4 ou 5 ans, rassembler des spécialistes pour faire le point sur la maladie de la vache folle, l'INRA n'a guère pu envoyer que des spécialistes

de la tremblante du mouton ! Sans doute, ont-ils expliqué au ministre que cette maladie était un bon modèle pour étudier l'ESB. Mais il me semble qu'il y a eu en ce domaine une carence coupable de la part de l'INRA. La maladie de la vache folle est un problème majeur dans le monde et je regrette qu'un organisme comme le nôtre ne se soit pas mobilisé plus tôt. Il y a de la recherche fondamentale à faire sur le prion, je pense ! La tremblante n'a-t-elle pas été choisie uniquement parce qu'elle constituait un bon modèle ? Il en est un peu de même des généticiens qui font une fixation collective sur *Arabidopsis thaliana*, une petite crucifère sans intérêt agricole. J'attends avec impatience le moment où ils travailleront sur la vigne. Tous déclarent que cela viendra après, mais quand ? C'est cet ensemble de choses qui me font craindre que l'INRA ne perde de vue sa finalité ! Je crois à la recherche la plus fondamentale et la plus pointue, mais cette recherche ne doit pas faire perdre de vue les raisons pour lesquelles nous sommes à l'INRA et les services qui sont attendus de lui. Il ne s'agit plus aujourd'hui d'augmenter les rendements du maïs ou du blé, tout le monde le sait bien ! Bien que, quand on voit le nombre de gens qui vont encore mourir de faim cette année, on puisse se poser bien des questions ! Mais j'ai peur que la spécialisation à outrance et toujours plus précoce dans des techniques toujours plus pointues dont on ne peut pas facilement sortir (8) ne conduise à quelques déviances ! Mais les craintes que je formule sont peut-être à mettre simplement au compte du fait que j'ai dépassé 65 ans ! J'ai quand même l'impression que certains membres de la Direction Générale ont pris conscience de ce danger : mon dossier scientifique, un temps considéré comme trop limité, est apparu plus valable quand on s'est aperçu finalement que j'étais un agronome généraliste. Enfin, on avait réussi à en trouver un !

Je déplore également que les jeunes chercheurs actuels qui travaillent au Centre de Bordeaux ne sachent pas du tout ce qui se fait dans les services voisins. Il me semble qu'autrefois nous discussions davantage entre nous de nos recherches, pourtant souvent bien éloignées les unes des autres. Maintenant, les jeunes sont complètement polarisés. Ils prétendent qu'ils n'ont plus le choix : c'est cela ou l'échec au concours de chargé ! Je ne sais pas quelle génération de chercheurs nous sommes en train de fabriquer. J'ai peur que l'INRA ne disparaisse voilà, tout simplement.

D.P. — Auriez-vous un conseil ou une recommandation à donner à des jeunes chercheurs qui débutent aujourd'hui leur carrière à l'INRA ?

J.D. — De notre temps - je me permets de penser que vous en faites aussi partie - je crois que l'on ne rentrait pas à l'INRA avec l'idée de faire carrière. S'il arrivait que les honneurs et la considération fussent au rendez-vous, on s'en réjouissait, mais ces avantages n'étaient pas recherchés pour eux-mêmes. Si je n'avais pas été nommé DR1, je n'en aurais pas fait une maladie ! Je crois que mes condisciples et moi avons choisi le métier de chercheur parce que nous avions une certaine vision du travail qui était à faire. Chacun de nous avait l'impression de contribuer à faire progresser les connaissances dans son domaine, à augmenter les rendements, à rehausser la qualité, à améliorer l'environnement, à lutter contre l'exode rural. Actuellement, on se trouve en présence d'un scénario du type "*Le Rouge et le Noir*" : les jeunes hésitent à la sortie de l'Agro (ou d'ailleurs) entre l'ENGREF, l'INRA ou tout autre chose, avec en tête un plan de carrière. Ils ont décidé qu'à 32 ans, ils devaient avoir atteint tel stade, à 40 ans être à la tête d'un labo, à 50 s'être hissés à un niveau de responsabilités supérieur. Les carriéristes, autrefois très minoritaires, semblent se multiplier !

De notre temps, les responsables de l'Institut, que ce soit Stéphane Hénin, Gustave Drouineau, André Cauderon ou Jacques Poly (pour ne citer que ceux que j'ai eu l'occasion de côtoyer) avaient fait leurs preuves et étaient connus et reconnus à l'INRA comme à l'extérieur. Maintenant, les scientifiques qui émergent, et dont on dit qu'ils sont de brillants chercheurs, ne sont guère connus au sein de l'INRA ou à l'extérieur. Est-ce que je m'exprime bien ? Combien d'entre eux seraient capables de faire ce qu'a fait Denis-René Bergmann après que J. Poly l'a brutalement démis de ses fonctions de chef de département ? Il s'est mis en quête d'un sujet de recherche et a fait un travail très utile sur l'équilibre forêt-agriculture dans les Landes pour lequel nous l'avons à Bordeaux aidé du mieux que nous avons pu. Maintenant beaucoup de personnes, qui se prévalent d'avoir soutenu une bonne thèse, n'ont plus à l'évidence la spécificité INRA. C'est un peu ce qui me tracasse. J'ai vraiment l'impression que si l'on disait à certains jeunes chercheurs : "*Vous remplacerez demain votre étiquette INRA par l'étiquette CNRS, ORSTOM ou IFREMER !*", cela les laisserait complètement indifférents. Ils n'ont plus l'esprit de corps !

Je sais bien que l'esprit de corps est peut-être une survivance du passé, aux connotations quelque peu "corporatistes", il n'empêche que c'était une des joies à l'INRA de se sentir tous proches les uns des autres. Même avec J. Poly que je n'admirais pas sans réserves, je sentais bien que nous faisons partie de la même maison !

J'ai connu trois périodes à l'INRA : celle de J. Bustarret ! C'était la période de forte croissance : 100 chercheurs recrutés par an, c'était extraordinaire ! Est arrivée ensuite la période J. Poly : elle a été marquée par une consolidation des connaissances dans de nombreux domaines ; il s'est agi d'une période difficile mais exaltante, où l'INRA a dû aborder de nouvelles thématiques de recherches et s'affirmer sur le terrain scientifique vis-à-vis de l'extérieur. Mais à la période J. Poly a succédé une période de troubles et d'incertitudes dont je ne sais pas si elle a pris vraiment fin ! Se sont succédés, en effet, pendant quelques années, des directeurs inconnus qui se "*bouffaient le nez*". L'un d'eux, en visite ici, a passé son temps à somnoler dans l'amphithéâtre lors de ma présentation de l'Institut de la Vigne ! Ne citons personne ! C'était avant l'ère de Guy Paillotin ! J'ai regretté, pour ma part, le départ de Bernard Chevassus-Au-Louis. Des trois périodes que j'ai connues, c'est la dernière qui m'a le moins satisfait.

Vous vous souvenez de Pierre Bouvarel ? J'avais fait sa connaissance parce qu'il m'avait demandé de siéger au Conseil du département des recherches forestières. Nous nous apprécions bien mutuellement. J'ai continué à avoir affaire à lui quand je suis devenu administrateur du Centre de Bordeaux ; il venait, en effet, de Paris ou de Nancy pour représenter la Direction Générale aux commissions paritaires locales ou régionales. Je me rappelle lui avoir écrit à l'occasion de son départ à la retraite. Il m'avait remercié de ce geste qui me semblait normal, compte tenu des bonnes relations que nous avions eues ensemble et m'avait confié, à cette occasion, l'inquiétude qu'il éprouvait pour l'avenir de l'INRA. C'était, il y a 10 ou 15 ans de cela : "*L'INRA risque de mourir d'autosatisfaction !*" m'avait-il alors déclaré. Je ne sais pas s'il n'avait pas un peu raison. Prétendre à l'excellence parce qu'on fait la meilleure biologie moléculaire du monde ? Si celle-ci n'est pas tournée vers des objectifs agronomiques, j'en perçois mal l'intérêt. J'ai plus confiance en ce domaine dans les capacités du CNRS ou des Universités ! Mais peut-être faut-il se résoudre à penser que l'INRA a fait son temps ?

D.P. — Les questions relatives à l'environnement sont devenues des préoccupations à l'ordre du jour. Pourriez-vous parler de la façon dont elles ont émergé et été prises en charge pour votre département ? Comment les chercheurs s'en sont-ils servi pour obtenir éventuellement des bailleurs de fonds des moyens supplémentaires ? Comment les thématiques de recherche se sont-elles infléchies pour tenir compte des nouvelles attentes sociales en ce domaine ?

J.D. — Je pense qu'il est normal qu'un organisme comme l'INRA prenne en charge les diverses facettes du volet environnement. J. Poly avait bien senti qu'il fallait afficher plus clairement cette préoccupation. Comme Monsieur Jourdain, l'INRA "faisait" jusque-là de l'environnement sans vraiment le savoir ou le faire savoir. C'est la raison pour laquelle J. Poly a créé un nouveau secteur, celui de l'environnement physique. C'était une façon de montrer aux décideurs qui se contentent souvent de mot-clé, que l'INRA entendait être présent désormais sur ce terrain. Mais je ne sais pas toutefois si l'Institut s'en occupe autant qu'il le faudrait. Je suis mal placé en tout cas pour le dire car la station d'agronomie de Bordeaux s'est intéressé à l'environnement bien avant que ce sujet ne devienne une préoccupation à l'ordre du jour : problèmes liés à l'accumulation du cuivre dans les sols viticoles, toxicité de l'aluminium en sols acides, impact sur le milieu des métaux contenus dans les composts et les boues des stations d'épuration. De mon temps et surtout du temps de Christian Juste et de Pierre Chassin, le quatrième directeur de la station, ces thématiques ont été au cœur de l'activité de la station et abordées à l'initiative de ses chercheurs. Un exemple vous en convaincra : il y a 25 ou 30 ans, C. Juste et moi avons assisté à une conférence de l'Union des ingénieurs du Sud-Ouest, consacrée à l'épuration des eaux de la ville de Bordeaux, question à laquelle nous ne connaissions rien. Le conférencier, qui appartenait, je crois, à la Lyonnaise des Eaux, ne nous a rien caché des problèmes posés par l'épuration des eaux pluviales et fait remarquer, in fine, que si l'on arrivait bien à épurer les eaux, on ne savait que faire des boues des stations d'épuration qui s'accumulaient. Dans les jours qui suivirent, C. Juste proposa à la Lyonnaise des Eaux d'étudier, moyennant quelques crédits, la valeur agronomique éventuelle des boues de la ville de Bordeaux ; la société accepta et, grâce à ce contrat, la station put entre-

prendre un travail sur les métaux lourds : nous nous sommes rendu compte très vite, en effet, que s'il y avait du phosphore et de l'azote dans ces boues de la station d'épuration, il y avait surtout beaucoup de cadmium, en raison d'une usine d'accumulateurs qui se trouvait à proximité. C'est ainsi que nous nous sommes lancés dans des études sur l'environnement et ce premier contrat a été suivi de beaucoup d'autres, conclus avec différents partenaires. Ces recherches se sont développées dans les années suivantes et ont été étendues aux ordures ménagères. La station d'agronomie de Bordeaux s'est trouvée confrontée un peu par hasard à ce problème de valorisation des déchets. L'équipe de C. Juste, puis celle de P. Chassin, ont notamment étudié la façon dont le cadmium ou le mercure des boues pouvaient pénétrer dans les plantes, comment ils se répartissaient dans les tissus, comment on pouvait tenter de freiner cette absorption en jouant sur certaines caractéristiques du sol.

La station a travaillé ainsi sur les problèmes d'environnement sans attendre que l'INRA n'en fasse la demande. Quand le sujet est devenu d'actualité, les sources de financement n'ont pas tardé à se multiplier, notamment au Ministère de l'Environnement ou à la CEE et de nombreux laboratoires se sont intéressés à l'environnement et ont décidé d'étudier les problèmes posés par la présence dans les déchets de cadmium, de mercure, de nickel ou de plomb. Il y a eu beaucoup de vocations tardives ! Mais pourquoi pas après tout ? Peut-être les vocations tardives sont-elles aussi bonnes que les autres. Il est un autre domaine où l'INRA a mis, me semble-t-il, du temps à réagir, c'est celui de la qualité des produits à laquelle le consommateur est de plus en plus sensible. Si l'on se préoccupait bien de la valeur boulangère des céréales, les composantes organoleptiques de la qualité étaient rarement prises en compte, sauf par les spécialistes de la recherche viticole. Les choses ont heureusement changé, et aujourd'hui, le mot qualité - comme celui d'environnement - est mis à toutes les sauces, au moins dans le discours officiel.

Il existe même une composante environnementale de la qualité à laquelle l'INRA devrait s'intéresser davantage, c'est celle de présence de résidus dans les sols ou les aliments. Je pense, par exemple, à l'emploi massif de pesticides en viticulture qui devrait entraîner une intensification des recherches sur les moyens de réduire les apports sur une plante dont les produits sont associés aux notions de naturel, d'authenticité ou de tradition. Heureusement que le consommateur n'a pas idée des quantités de produits chimiques épandus pour protéger le raisin ! Les recherches à entreprendre ne sont certes pas du domaine de la biologie moléculaire, mais cet outil y a peut-être sa place.

D.P. — Les techniques préconisées par les adeptes de l'agriculture biologique ont longtemps été considérées à l'INRA comme ringardes et contreproductives. Elles se trouvent aujourd'hui en voie de réhabilitation. Pourriez-vous rappeler comment s'est modifié au fil des années le regard qui a été porté sur elles ?

J.D. — Il est sûr que du temps où le département d'agronomie, avant sa scission, était tout entier consacré à des études de fertilisation, l'agriculture biologique, même si elle ne concernait que peu d'espaces et d'exploitants, était mal perçue. Les chercheurs s'inquiétaient des menées de ces non-rationalistes qui s'attaquaient à la science agronomique officielle et à ses plus beaux fleurons, les engrais, Liebig, etc.... Les relations sont restées longtemps conflictuelles, sans que ce soit toujours de la faute des chercheurs de l'INRA, même si leur morgue et leur assurance (j'en faisais partie !) devaient les rendre souvent assez insupportables à leurs interlocuteurs. Il faut dire que les tenants de l'agriculture biologique se croyaient obligés alors, pour contrer les arguments de l'INRA et des partisans de la chimie moderne, de se réclamer de principes nouveaux de chimie. J'ai connu l'époque où ils faisaient valoir les vertus des "*transmutations à faible énergie* (9)". C'était un dénommé C. L. Kervran qui, à partir d'expériences contestables, prétendait que le sodium pouvait se transformer en potassium, le silicium en phosphore, etc. ... Ces affirmations n'étaient évidemment pas prises au sérieux, notamment par les chercheurs du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), qui connaissaient bien les énergies considérables qu'il fallait mettre en jeu pour passer d'un isotope à un autre. Mais pendant longtemps, partisans et adversaires de l'agriculture biologique ont perdu leur temps en querelles stériles, s'accusant mutuellement d'obscurantisme ou de rationalisme excessif. A la mort de C. L. Kervran, les transmutations biologiques ont disparu avec lui. Il y a bien encore aujourd'hui une secte qui se réclame de l'agriculture biologique et professe des idées saugrenues voire inquiétantes (la biodynamie !) mais elle reste très marginale, sauf peut-être dans le domaine de la viticulture. Aujourd'hui, l'agriculture biologique a

renoncé à se donner des bases scientifiques propres pour s'opposer à la science officielle (l'unicité des sciences a fini par être reconnue !). Du même coup, les agents de l'INRA ont reconsidéré leur attitude et admettent que l'agriculture biologique est une branche de l'agriculture qui obéit non pas à des critères scientifiques différents, mais à une autre logique sociale et écologique. Méfiante à l'égard des apports de substances extérieures, elle est plus attachée que l'agriculture conventionnelle à la qualité des produits, à la conservation du milieu et plus particulièrement à l'activité biologique des sols. Au lieu de mettre à la disposition des plantes du phosphore sous forme d'engrais minéraux, mieux vaut, pour ses partisans, essayer de le leur donner sous forme de composts ou de fumier. Je crois que les chercheurs de l'INRA, et notamment ceux du département d'Agronomie, doivent considérer aujourd'hui l'agriculture biologique simplement comme une agriculture à faibles intrants. Si cette solution offre des avantages aux exploitants, il n'y a qu'à s'en louer ! Il semble qu'elle connaisse aujourd'hui une extension importante de ses débouchés. Le consommateur recherche des produits bio et la France qui ne peut faire face à la demande est obligée d'en importer, avec les risques de recevoir une marchandise ne correspondant pas aux critères souhaités.

Les viticulteurs, adeptes de l'agriculture biologique, ne sont pas fous : ils savent bien que les parasites de la vigne qui sont venus d'Amérique au siècle dernier restent toujours redoutables : aussi leur cahier des charges prévoit-il la possibilité d'utiliser en viticulture du cuivre contre le mildiou, du soufre contre l'oïdium. L'agriculture biologique est, je crois, une agriculture différente qui a sa place dans des pays comme le nôtre disposant d'espaces et suffisamment riches pour pouvoir opter pour des systèmes agricoles plus ou moins intensifs. Ce n'est évidemment pas le cas de pays où règne la malnutrition, comme le Bangladesh ou l'Inde. J'avoue, pour ma part, si on reste au cas de la France, que je préfère l'agriculture biologique à la jachère. Mais c'est au consommateur à décider de ce qu'il veut vraiment. S'il manifeste le désir de revenir à des variétés moins productives qui avaient été abandonnées, pourquoi pas ? On est en économie libérale ou on ne l'est pas ! Je trouve que la mise au point d'une agriculture fonctionnant avec moins d'intrants est un objet d'étude aussi légitime qu'un autre. Si j'étais un jeune chercheur, je ne dis pas que ce n'est pas vers lui que je me tournerais. Mais, à l'époque, je faisais plutôt partie de l'autre camp, des gens qui se demandaient comment on pouvait se passer de phosphore si on n'en apportait pas ! Mais on a découvert depuis que les sols ont été tellement enrichis en phosphore qu'on peut très bien rester vingt ans ou trente ans sans en mettre. Force est de reconnaître que les tenants de l'agriculture biologique avaient eu raison avant l'heure sur ce point ! Par ailleurs, l'agriculture biologique peut contribuer à maintenir plus de gens à la terre que l'agriculture dite classique dans la mesure où elle réclame plus de travail du sol, davantage d'intrants manuels, de désherbage ou de travail du sol, par exemple.

Maintenant que les esprits sont apaisés, rien ne devrait s'opposer à la collaboration entre les adeptes des deux formes d'agriculture. J'ai quand même été étonné de la réaction de certains de mes jeunes collègues quand je leur ai dit qu'il m'arrivait, dans les foires aux vins, d'acheter du vin biologique quand je le trouvais meilleur qu'un autre.

D.P. — Est-ce qu'il y a des pistes de recherches intéressantes que, pour des raisons de temps ou d'opportunité, vous n'avez pas pu suivre, comme vous l'auriez souhaité ?

J.D. — Il y en a eu beaucoup, mais je crois qu'il ne faut jamais regretter ce qu'on n'a pas fait. Ma carrière aurait pu, sans doute être différente. La seule chose que je regrette est de ne pas avoir pu avoir à mes côtés de jeunes chercheurs plus fondamentalistes que j'aurais pu former et qui auraient pu m'apporter beaucoup ; de tels rapprochements auraient été mutuellement bénéfiques. Mais étant donné les moyens mis à ma disposition, j'ai essayé de couvrir le territoire le moins mal possible.

J'ai toujours essayé de montrer à mes supérieurs hiérarchiques et à mes collègues la modernité de la viticulture, qui est souvent présentée, au contraire, sous ses aspects traditionnels et vieillots : les règles contraignantes dont se sont doté depuis 3/4 de siècle les vignobles d'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) - limitation des surfaces et des rendements, respect de pratiques culturales strictes, paiement de la récolte en fonction de sa qualité - inspirent aujourd'hui la nouvelle politique agricole ; de même, la recherche viticole a depuis longtemps pris dans ses priorités l'étude des conditions d'élaboration de produits de qualité, s'est intéressée à l'environnement (maintien des potentialités des terroirs, notamment par la lutte contre la toxicité du cuivre ou contre l'érosion) avant que cette pré-

occupation ne devienne un enjeu national et a pratiqué la pluridisciplinarité avant que l'INRA n'essaie de mobiliser les chercheurs sur ce thème.

D.P. — Avez-vous eu l'occasion de faire de l'enseignement ? Si oui, est-ce avec plaisir ?

J.D. — Je regrette que les fameuses passerelles recherche-enseignement n'aient pas existé. Depuis mon entrée à l'INRA, je constate que tout le monde en parle, mais qu'elles n'ont pas vu encore le jour. Les chaires sont la propriété à vie des professeurs, que ce soit dans les Universités, les ENSA (Écoles Nationales Supérieures Agronomiques) ou les ENITA (Écoles Nationales d'Ingénieurs des Travaux Agricoles). C. Allègre l'a encore redit : à partir d'un certain âge, les chercheurs qui le désirent devraient avoir la possibilité de consacrer plus de temps à l'enseignement, dans une structure adaptée. Personnellement, j'en ai fait le plus possible : mon laboratoire étant associé à l'Université de Bordeaux 2 (Institut d'œnologie), je faisais quelques heures de cours dans le cadre d'un DEA (Diplôme d'études approfondies), accueillant également dans mon laboratoire des stagiaires ou des thésards. De même, en troisième année de l'ENITA de Bordeaux, j'intervenais avec plaisir dans l'enseignement de deux chaires. J'ai donné, par ailleurs, à la demande de divers organismes, de nombreuses conférences, aimant les contacts et les réactions des auditoires. J'ai donc fait de l'enseignement, mais moins que je ne l'aurais voulu et dans un cadre qui n'était pas prévu pour cela ! On parle beaucoup de possibilités de détachement dans l'enseignement supérieur, mais personne n'a l'air de le souhaiter vraiment ! C'est un peu dommage !

D.P. — Avez-vous été confronté à des problèmes déontologiques ou éthiques particuliers durant votre vie professionnelle ?

J.D. — Non, je n'en vois pas vraiment ! Les seuls problèmes déontologiques qui se sont posés à moi sont venus du rôle d'expert que certains propriétaires ont voulu me faire jouer. Quand on visite une propriété, qu'elle soit viticole ou maïsicole, le responsable qui vous accompagne est tenté de faire passer un examen de passage à son subordonné, surtout s'il n'est pas là. Le grand patron d'un domaine a grande envie de savoir si son régisseur est bon, le régisseur est à l'affût d'informations qui pourraient l'éclairer sur les capacités de son chef de culture, le chef de culture souhaite avoir un avis autorisé sur les compétences de ses ouvriers. C'est la raison pour laquelle il convient de ne parler que des aspects techniques qui justifient votre visite, en se gardant bien de toutes considérations relatives à la gestion des hommes.

J'ai été confronté une fois à un autre problème : une firme d'engrais avait indiqué dans sa notice que le produit qu'elle vendait correspondait à la "formule Delas", sous prétexte qu'elle s'était inspirée de mes travaux pour l'équilibre entre éléments fertilisants. J'ai fait envoyer à ses dirigeants une lettre pour demander que mon nom ne figure plus dans la notice publicitaire, d'autant que cette mention ne rapportait rien, ni à moi ni à l'INRA !

D.P. — Avez-vous écrit beaucoup d'articles et de publications ?

J.D. — Au total, j'ai dû en écrire pas moins de 150, mais peu ont paru dans des revues de haut niveau international (les fameuses revues de rang A). Les chercheurs qui s'occupent de la vigne ont la caractéristique et le tort (même si j'ai fait comme eux) de vouloir que leurs travaux soient lus par les collègues qui travaillent dans le même secteur qu'eux. C'est la raison pour laquelle ils publient leurs résultats dans les grandes revues viticoles internationales (allemandes, américaines, australiennes, françaises), se détournant du même coup des revues les plus cotées. C'est un reproche classique que font tous les jurys de concours. Il faut bien que les membres des jurys en fassent, même s'ils ne sont pas toujours fondés. J'ai siégé suffisamment de fois dans des jurys pour le savoir ! L'important, je crois, est d'avoir des choses à dire et d'être lu ; j'ai des raisons de penser que mes articles l'ont toujours été. C'est une satisfaction d'amour propre que j'ai toujours éprouvée même si elle ne correspondait pas aux appréciations sourcilleuses des instances d'évaluation de notre Institut.

D.P. — Avez-vous eu l'occasion de faire beaucoup de missions dans les pays étrangers ?

J.D. — Oui. Ces dernières années, j'ai même été invité aux États-Unis, en Espagne, en Italie, en Chine. Mais je dois dire que j'ai souvent porté un regard un peu circonspect sur les missions à l'étranger (hormis les deux missions aux USA que j'ai eu l'occasion de faire à la fin de ma carrière). Bien sûr, il est toujours agréable de découvrir une viticulture étrangère et de rencontrer des chercheurs nouveaux. Mais je suis de ceux qui pensent que le bilan global est somme toute assez faible, sauf s'il s'agit de longs séjours dans un laboratoire réputé. J'estime que dans mon domaine, avec les moyens d'information modernes, il n'est nullement dramatique qu'un chercheur ne puisse se rendre à l'étranger. J'ai sans doute été bien content de me déplacer, mais je ne peux pas dire que j'ai apporté beaucoup aux pays visités ni que ces missions ont été toujours très fructueuses pour moi. Je pense en particulier à certaines missions que j'ai pu faire dans des pays de l'Europe de l'Est !

Je me moquais un peu de mon directeur J. Delmas que j'aime beaucoup au demeurant. S'il ne faisait pas deux missions par an à l'étranger, il était malheureux ! Quand je lui laissais entendre qu'il allait probablement perdre son temps, il protestait avec véhémence.

Les missions que j'ai pu faire m'ont permis quand même d'acquérir de bonnes connaissances de la viticulture mondiale. Il n'y a que trois pays viticoles dans lesquels je ne suis jamais allé et dans lesquels je compte me rendre en touriste, étant à présent à la retraite : l'Australie, l'Afrique du Sud et les pays d'Amérique du Sud, concurrents sérieux pour la France et où existe une recherche viti-vinicole puissante.

D.P. — Existe-t-il dans la bibliographie des traités de viticulture comparée ? Compte tenu de votre vaste expérience, est-ce un de vos projets d'en écrire un ?

J.D. — Non ! Le professeur Jean Branas a rédigé un gros traité de viticulture générale, il y a une vingtaine d'années. François Champagnol, un de ses élèves, a écrit plus tard un traité de physiologie de la vigne. Mais il n'y a pas eu d'ouvrage synthétique concernant la viticulture comparée. C'est un défaut de l'INRA (dont j'ai bien sûr une part) de ne pas rédiger assez d'ouvrages de synthèse. Il faut du temps et de l'enthousiasme, mais il faut aussi que les efforts que cela représente soient reconnus. Quant à écrire un livre, pourquoi pas, un jour ?

D.P. — En dehors de votre mission de chargé d'étude à la Commission des Matières Fertilisantes et des Supports de Culture au Ministère de l'Agriculture, avez-vous conservé des activités qui soient en rapport avec celles que vous avez exercées dans votre métier de chercheur ?

J.D. — On m'avait proposé de faire un travail de consultant. Mais j'ai refusé, trop heureux d'avoir recouvré ma liberté et estimant que dans un pays où il y avait déjà beaucoup de chômeurs, les retraités devaient laisser le travail aux jeunes !

Notes

(1) J'étais à la Sorbonne, en 1958, année marquée par le retour de De Gaulle au pouvoir !

(2) Quand M. Boischoit se rendait dans un labo, il demandait : "Ca va ? les enfants, ça pousse ? les logements ? Vous vous entendez bien avec votre patron ? C'est parfait, continuez !" Avec Hénin, le climat était moins débonnaire : "Dites donc, vous qui travaillez sur le cuivre, quel est le rayon d'hydratation de l'ion cuivre ?" C'était quand même plus vivifiant ! S. Hénin savait stimuler et rappeler chacun de nous à son devoir de recherche.

(3) Il est de bon ton de rendre hommage à ses qualités de visionnaire, d'animateur et de gestionnaire. Je demeure plus critique à son égard, n'ayant jamais beaucoup apprécié la démagogie, le paternalisme et les coups de sang dont il a fait preuve en maintes occasions !

(4) Unions pour le recouvrement des cotisations de la sécurité sociale et d'allocations familiales.

(5) C'est le seul secteur qui ne se dépeuple pas.

- (6) Les paysages viticoles en France comptent parmi les plus beaux du monde. Lutter contre l'érosion des coteaux en Alsace, en Bourgogne, dans la vallée du Rhône, etc., c'est favoriser le tourisme dans ces régions et accroître les rentrées d'argent qu'il procure.
- (7) Il faut saluer les efforts de tous les responsables de la communication à l'INRA : on ne peut pas ouvrir, en effet, "Le Monde", "L'Express", "Le Point" "L'Observateur", sans qu'une semaine au moins, un de ces journaux ne parle de l'INRA !
- (8) La pipette, on pouvait toujours en sortir et prendre autre chose après !
- (9) Léon Gueguen a dû monter souvent au créneau pour repousser les allégations fantaisistes des adeptes des transmutations biologiques.

Curriculum vitae sommaire

Carrière administrative à l'INRA

- 1957 : recrutement à l'INRA dans le département d'Agronomie.
- 1958 : Assistant de recherches.
- 1961 : Chargé de recherches.
- 1968 : Maître de recherches.
- 1974 : Directeur Adjoint de recherches.
- 1993 : Directeur de recherches de 1ère classe.
- 1995 : Départ à la retraite.

Responsabilités administratives

- Directeur de la Station d'Agronomie du Centre de Recherches de Bordeaux, de 1972 à 1981.
- Membre nommé du Conseil Scientifique du Département d'Agronomie, de 1974 à 1983.
- Administrateur du Centre de Recherches de Bordeaux, de 1980 à 1983.
- Directeur de l'Institut de la Vigne de Bordeaux, de 1992 à 1995.
- Président de la Commission des Matières Fertilisantes et des Supports de Culture du Ministère de l'Agriculture, depuis 1995 (chargé de mission INRA).